



## Le bilan du nationalisme et son avenir

La dernière élection québécoise est derrière nous. On en connaît les résultats : le Parti Québécois, déclassé après les dernières élections du printemps 2007, est revenu à l'opposition officielle en regagnant sa crédibilité nationaliste auprès d'un électorat qui avait été tenté par l'ADQ. Cette dernière est déclassée et l'actualité ne laisse pas croire à son prochain ressaisissement. Tout semble rentré dans l'ordre.

Il serait toutefois malheureux de croire que l'alternance a repris ses droits et qu'elle portera naturellement le Parti Québécois au pouvoir lors des prochaines élections. La crise nationale qui a compromis son existence au cours des dernières années n'était pas superficielle. Et si le Parti Québécois voulait de nouveau se présenter devant les électeurs avec un programme politique convaincant, qui confirmera sa prétention à être plus qu'une alternative de bon gouvernement au sein du système fédéral, il devra se questionner sur sa situation historique, sur son rôle, sur sa trajectoire, et sur la bonne manière d'être souverainiste dans

le nouveau cycle politique qui s'ouvre.

C'était d'ailleurs le constat auquel en étaient arrivés la plupart des conférenciers invités par le Mouvement national des Québécoises et Québécois et l'Institut de recherche sur le Québec lors d'un colloque conjoint organisé sur le thème « Bilan et avenir du nationalisme québécois », à l'automne 2008. Ce colloque réunissait sociologues, historiens, politologues, juristes et journalistes pour réfléchir sur les transformations de la question nationale à travers l'histoire du Québec. Les conférenciers étaient invités à se poser la question suivante : à

**Les souverainistes ont payé, et chèrement, le prix de leur capitulation devant le politiquement correct.**

la relecture du parcours du nationalisme québécois au vingtième siècle, quelles ont été les conditions de ses réussites et de ses échecs ? Le nationalisme a-t-il dérapé à travers son long parcours pour émanciper le Québec ? Et que doit faire le nationalisme québécois pour redevenir le moteur politique et idéologique de la société québécoise, pour porter ses aspirations et les traduire en progrès pour le Québec ?

Deux conclusions ressortaient principalement de ce colloque. La première avait une portée indéniable pour le mouvement souverainiste : ce dernier n'a progressé qu'en mettant de l'avant un nationalisme décomplexé. Malgré ce qu'en dit une certaine légende, la Révolution tranquille n'a pas accouché de la question nationale non plus que du mouvement souverainiste. Si on peut dire sans aucun doute que la question nationale traverse l'histoire du Québec, on peut aussi dire que le mouvement nationaliste québécois tel qu'on l'a connu au cours du dernier siècle a pris naissance autour des années 1920, en mettant de l'avant un programme de redressement national dont la Révolution tranquille héritera. Si le nationalisme québécois trouve des racines aussi profondes dans l'histoire québécoise, c'est qu'il a une dimension existentielle. On pourrait aussi dire, dans le langage d'aujourd'hui : une dimension identitaire. Tant que les nationalistes ont su faire appel à la dimension identitaire, historique, du projet souverainiste, ils ont rejoint les Québécois. Mais la mauvaise conscience qui s'est développée depuis le dernier référendum a contribué à leur inhibition par le politiquement correct, qui disqualifie tout appel à l'identité nationale, à l'histoire du Québec, dans le discours souverainiste, terrassés qu'ils sont par la peur de se faire accuser de raciste ou de

xénophobie. Les souverainistes ont payé, et chèrement, le prix de leur capitulation devant le politiquement correct.

Une autre conclusion : le souverainisme était une coalition, il l'a été de moins en moins, mais il doit le redevenir. Le mouvement nationaliste a su tenir ensemble pendant longtemps des personnalités aussi contradictoires que Gilles Grégoire et Robert Burns, Jean Garon et Louise Harel, au nom d'un objectif qui transcendait leurs divisions idéologiques. Certes, les souverainistes devaient gouverner une fois au pouvoir, selon les aléas et les circonstances : ils veillaient néanmoins à ne pas trop pencher à gauche ni à droite. Ils misaient surtout sur un discours et un programme national qui pouvait unir les sensibilités. On reconnaîtra que les circonstances historiques étaient alors favorables à une telle démarche de coalition et que l'imminence espérée de l'indépendance incitait alors les nationalistes de gauche et de droite à s'entendre sur un programme commun plutôt qu'à cultiver exagérément le sentiment de leurs différences.

Il ne faut pas croire que ces deux principes soient si généraux qu'ils n'aient aucune application concrète. D'ailleurs, c'est parce qu'ils auront cessé d'en percevoir leur utilité et leur fonction que les souverainistes auront connu une série de déboires ces dernières années. Les souverainistes doivent s'en inspirer à nouveau

et les placer au centre de leur action. Et ces deux conclusions sont d'ailleurs appelées à se féconder l'une l'autre. C'est parce qu'ils sauront réhabiliter la dimension identitaire de la cause nationale que les souverainistes trouveront la matière de la prochaine coalition nationaliste, du grand rassemblement national, au-delà de la gauche et de la droite, qui servira

C'est parce qu'ils sauront réhabiliter la dimension identitaire de la cause nationale que les souverainistes trouveront la matière de la prochaine coalition nationaliste, du grand rassemblement national, au-delà de la gauche et de la droite.

d'abord la cause du Québec. Ce à quoi s'attendent les électeurs du camp national, c'est moins à un référendum à court terme dont la victoire n'est pas assurée qu'à une politique qui fasse du redressement national son objectif fondamental. On devine aisément les domaines où de telles politiques devront s'appliquer : la langue, l'avenir de Montréal et de sa structure institutionnelle, la démographie, l'intégration des immigrants, l'école. Il y a là une matière suffisante pour reconstruire une grande coalition nationaliste et l'occuper pendant de longues années au pouvoir.

On en revient donc à l'objet du colloque de l'automne dernier : si les partis souverainistes ont besoin de faire leur autocritique, c'est évidemment parce qu'ils n'ont pas toujours été à la hauteur de l'idéal dont ils sont comptables. S'ils doivent en revenir à l'essentiel, c'est parce qu'ils en ont souvent perdu la conscience. Mais la traversée du désert

post-référendaire est terminée pour les souverainistes. Il s'agit désormais de reconstruire le mouvement nationaliste, non plus pour un

horizon historique flou et lointain, mais bien en fonction d'une échéance électorale qui sera aussi une échéance pour le Québec. Il est temps pour les souverainistes de faire non seulement le bilan de la dernière élection, mais du dernier cycle politique, pour mieux décoder celui qui s'ouvre et comprendre la métamorphose en cours de la question nationale. Il leur faudra en revenir aux éléments fondamentaux du nationalisme québécois et les traduire adéquatement dans une situation nouvelle.

Pourquoi un bilan du nationalisme ? **POUR QU'IL AIT UN AVENIR.**



## VOUS CONVIE À UNE :

### Table ronde de l'Institut de recherche sur le Québec

sur le thème : « l'école québécoise au service du multiculturalisme ? »

Les controverses entourant le nouveau programme d'histoire et le cours *Éthique et culture religieuse* nous rappellent que l'école québécoise n'est plus d'abord un lieu où se transmettent une culture et un bagage de connaissances mais bien un laboratoire idéologique où l'on entend reconstruire à même les jeunes générations l'identité québécoise. Ainsi, on a appris que le nouveau cours d'histoire, pour le rendre plus inclusif, évacuaient la dimension nationale de l'expérience historique québécoise. Le cours *Éthique et culture religieuse*, quant à lui, sous prétexte d'ouvrir les jeunes générations à la connaissance des différentes religions, met l'école au service du multiculturalisme, comme l'ont d'ailleurs reconnu ses théoriciens. Il faut donc poser la question : **l'école québécoise s'est-elle mise au service du multiculturalisme ?**

**Où :** Maison Ludger-Duvernay, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

**Quand :** le jeudi 4 juin 2009, de 19 h à 21 h

(Animation : Robert Comeau, historien)

### Conférenciers

**Mathieu Bock-Côté** (auteur de *La dénationalisation tranquille*, Boréal 2007) *L'école, laboratoire du multiculturalisme ?*

**Joëlle Quérin** (doctorante en sociologie, UQÀM) *Le cours Éthique et culture religieuse : transmission des connaissances ou endoctrinement ?*

**Charles-Philippe Courtois** (chercheur postdoctoral à l'UQTR) *Le nouveau cours d'histoire du Québec au secondaire : l'école québécoise au service du multiculturalisme canadien ?*

### RSVP

Myriam D'Arcy : [myriam\\_darcy@hotmail.com](mailto:myriam_darcy@hotmail.com)

(514) 743-4267